



## Déclaration conjointe des organisations et mouvements de la société civile d'Afrique de l'Ouest sur la situation des disparitions forcées en Guinée !

Nous, organisations et mouvements de la société civile d'Afrique de l'Ouest exprimons notre profonde préoccupation face à la persistance des violations graves des droits humains en République de Guinée, notamment les détentions arbitraires, les enlèvements et les disparitions forcées de militants pro-démocratie.

Le 9 juillet 2025, ça fera une année que Oumar Sylla alias « Foniké Mengué », Coordinateur national du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), et Mamadou Billo Bah, Responsable de la mobilisation du FNDC et coordinateur de Tournons La Page en Guinée, sont portés disparus. Ils ont été enlevés par des éléments du Groupement des Forces Spéciales et du Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale, sur ordre direct du président de la transition, Mamadi Doumbouya alors qu'ils participaient à une campagne pacifique dénonçant la fermeture des médias et la cherté de la vie en Guinée.

Les organisations et mouvements de la société civile ouest africaines, lancent un appel solennel au président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, en sa qualité de doyen des chefs d'État de la sous-région, afin qu'il intercède auprès de son homologue guinéen, le président de la transition Mamadi

Doumbouya, pour obtenir la libération immédiate et sans condition des défenseurs des droits humains et militants de la démocratie.

Etant donné que la visite officielle du président Mamadi Doumbouya en Côte d'Ivoire, est " placée sous le sceau de l'unité, de la paix et du panafricanisme", représente une occasion déterminante pour que les autorités ivoiriennes, au nom de la solidarité régionale et des principes de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, portent haut et fort la voix de la société civile guinéenne.

Nous dénonçons avec la plus grande fermeté le recours systématique aux enlèvements, détentions arbitraires et disparitions forcées, qui constituent des crimes contre l'humanité au regard du droit international.

Nous appelons l'ensemble des chefs d'État de la CEDEAO, les institutions régionales et les partenaires internationaux à exercer une pression accrue sur les autorités guinéennes pour :

- **La libération immédiate et inconditionnelle** de tous les détenus politiques ;
- **La cessation des pratiques répressives** contre les **défenseurs des droits humains**, les **journalistes** et les **militants de la société civile** ;
- Le rétablissement des **libertés fondamentales** et de l'**espace civique** en Guinée.

Les peuples ouest-africains aspirent à des transitions inclusives, respectueuses des droits humains, du pluralisme et de l'État de droit. La paix durable en Guinée passe nécessairement par la justice, la vérité et la réconciliation.

En définitive, nous réaffirmons notre solidarité et notre soutien sans faille envers les activistes pro-démocratie en Guinée qui œuvrent avec courage pour la défense des droits fondamentaux et des libertés civiles.

*Abidjan le 17 juin 2025*